

Si tu veux la paix, prépare la révolution !

Après le chef d'état-major qui voudrait nous préparer à « accepter de perdre nos enfants », Macron a annoncé le retour du service militaire dès 2026, sous forme volontaire.

Les enfants des classes populaires : volontaires désignés

Dix mois, nourri et logé, avec 800 euros de dédommagement et un bonus sur Parcoursup : voilà comment Macron a présenté le rétablissement du service militaire. Il ne cherche à attirer que les enfants d'ouvriers, exclus par le tri social qui fait office de système scolaire et contraints à de longues périodes de chômage forcé entrecoupées de petits boulots précaires. Dans cette société de classe, ce sont toujours les plus pauvres qui sont envoyés en première ligne. Ni les capitalistes, ni les politiciens à leur service ne laisseront leurs enfants risquer leur vie dans les guerres qu'ils mènent ou qu'ils préparent.

Les jeunes soldats qui ont été envoyés par Bush envahir l'Irak en 2003 étaient prétendument volontaires, mais en grande majorité Noirs ou Latinos, et tous particulièrement pauvres. Ce sont aussi des « volontaires » à l'avenir bouché que le régime de Poutine recrute dans les zones reculées de la fédération de Russie pour se faire trouver la peau dans les tranchées en Ukraine.

Macron et ses semblables parlent de « défendre la patrie » contre l'ennemi russe. Mais qui peut croire que la Russie s'apprêterait à attaquer la France ? C'est qu'il faudrait défendre nos « alliés » d'Europe de l'Est, disent les va-t-en-guerre... Le régime de Poutine a effectivement prouvé son mépris des peuples en s'attaquant à l'Ukraine. Mais il n'est pas le seul sur cette planète : que dire du régime génocidaire de Netanyahu ? Nos va-t-en-guerre ne parlent pas de l'empêcher de nuire, au contraire ils le soutiennent corps et âme : c'est donc cela, la « défense de nos alliés » ?

Algérie, Comores, Libye, Mali, Côte d'Ivoire : l'armée française est une armée d'agression et de pillage au profit des capitalistes

Quelle est cette fable qui voudrait présenter l'armée française comme une généreuse force de

défense de la paix dans le monde ? Qui a cru George W. Bush lorsqu'il prétendait envahir l'Irak pour établir la démocratie et lutter contre le terrorisme ? Qui croit Poutine quand il dit vouloir « dénazifier » l'Ukraine ? Qui croit que Trump lutte contre le trafic de drogue lorsqu'il bombarde le Venezuela ?

Mais il faudrait croire les mensonges de Macron ? L'armée française, qu'elle soit une armée de conscrits comme lors de la guerre d'Algérie ou une armée de métier comme lors de l'intervention contre la Libye en 2011, n'est pas une armée de défense – si ce n'est de défense des intérêts des grands groupes capitalistes partout dans le monde, de Bolloré, de Total, de la CMA CGM, de Bouygues, de Lafarge. Combien d'interventions, tout ce qu'il a d'offensives et en rien défensives, a-t-elle mené contre les peuples en Asie ou en Afrique ?

Ni chair à patrons, ni chair à canons

La guerre économique que les capitalistes appellent « concurrence » se transforme régulièrement en guerre tout court. Alors, ils habillent leur soif de profit en défense de la « démocratie », du « droit des peuples » ou autre « devoir d'ingérence ». Ceux qui nous mènent en permanence une véritable guerre sociale, les patrons, les actionnaires et les banquiers, tentent en plus de nous embrigader. Et cette préparation à une éventuelle guerre de « haute intensité », dès maintenant, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, qu'ils voudraient la faire payer !

Refuser les guerres des capitalistes, c'est combattre dès maintenant contre l'augmentation des budgets militaires et pour l'expropriation des grands groupes de l'armement qui en profitent. Cette lutte est inséparable de la lutte pour nos intérêts de travailleurs, car le tribut que la société paye au militarisme est prélevé directement sur nos salaires, sur nos retraites, sur l'éducation de nos enfants et sur notre santé.

Du fric pour l'hôpital, pas pour le Rafale !

Travailler plus...

²Dans le contrat de pôle, la direction demande à ce que la journée de 12 heures soit mise en place dans les services. Nos ainés se sont battus, et parfois sont morts, pour obtenir la journée de huit heures. Le gouvernement met en place cette journée de 12 heures car cela va permettre de réduire le personnel. Il espère bien que, pour avoir de meilleurs salaires, nous utiliserons des jours de repos pour faire des heures supplémentaires. Faire bosser plus les uns et licencier les autres, voilà ce que le capitalisme nous propose. À nous d'imposer des meilleures conditions de travail et de salaire.

Les pieds dans l'eau

Les locaux de l'association Présence sont de nouveau inondés et le plafond s'est effondré. Comme il y a de l'amiante, les collègues ne peuvent plus y travailler. Présence permet de payer les activités sur l'hôpital mais aussi de fournir de l'argent aux patients pendant leur hospitalisation. Cette perturbation n'a pas l'air de déranger la direction qui ne fait rien depuis des années pour régler le problème.

Inauguration et poudre aux yeux

Le CMP de Quingey a officiellement été inauguré. Tout le gratin était là, maire, ARS... Par contre, pas un mot sur le fait que cette structure est déjà saturée par les demandes et qu'il n'est plus possible d'avoir une consultation avec un psychiatre.

Le compte n'y est pas

Alors que le CHN vient d'être mis en cause sur le recours abusif de mise en contention et de privation de liberté, les pavillons d'admission travaillent avec seulement trois soignants de matin et d'après-midi contre quatre promis par la direction. Comme prendre en charge 21 voir 23 personnes sans personnel tout en proposant des soins de qualité ?

Médecine de guerre

Aux UP, la situation ne change guère. Les patients affluent sans que nous puissions leur proposer une hospitalisation faute de place en intra. Nous entassons donc les malades sur les lits, les fauteuils, dans les couloirs, les bureaux... Le lendemain, ou après quelques jours, on leur demande de bien vouloir rentrer chez eux. Une médecine expéditive !

Les murs ne suffisent pas

La direction du pôle C se réjouit que l'Aubier puisse s'agrandir et bénéficier des bâtiments de l'Étape. Une situation qui est due à la fermeture d'une

unité, donc pas de raison de s'en gargariser. Et cette direction oublie que ce service a été mis en cause dans ses pratiques par les agents qui contrôlent les lieux de privatisation des libertés. Ceux-ci ont parlé de mise en isolement punitif. En psychiatrie, ce qui soigne les malades c'est le personnel et pas les locaux...

Les files s'allongent

Dans les CMP, nous accueillons des patients qui nécessitent des soins importants et souvent dans des conditions très précaires. Certains ont besoin de voir un médecin ou un psychologue, ou les deux. Oui mais voilà, nous n'avons pas suffisamment de psychiatres ni de psychologues pour pouvoir les prendre en charge. Plusieurs mois d'attente au A, un an pour les médecins au C. Quant au service enfants, ce n'est pas mieux. Une situation qui dure depuis des années. On ne peut pas jouer les va-t-en-guerre au gouvernement, donner des milliards au patronat et avoir des services publics de qualité.

Exécution en direct de deux Palestiniens

Des vidéos filmées dans le nord de la Cisjordanie montrent des soldats israéliens tirer sur deux Palestiniens qui avaient les bras levés et se rendaient. L'armée israélienne a « ouvert une enquête » mais le ministre israélien de la Sécurité nationale, figure de l'extrême droite, a tenu à apporter son « soutien total aux garde-frontières et aux soldats de l'armée qui ont ouvert le feu sur des terroristes recherchés sortis d'un bâtiment à Jénine ». B'Tselem, organisation israélienne de défense des droits de l'homme, a déclaré : « *Il est du devoir de la communauté internationale de mettre fin à l'impunité d'Israël et de traduire en justice les responsables de la planification et de l'exécution de sa politique criminelle.* » Un vœu pieu car les grandes puissances soit soutiennent la politique génocidaire d'Israël, soit ferment les yeux sur ses crimes.

Gagner sa vie au point la perdre

En 2024, 1 297 personnes ont perdu leur vie au travail, le chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis vingt ans, selon le dernier rapport annuel de l'Assurance maladie. Le nombre de décès liés au travail n'a cessé de croître depuis 2020, avec 550 morts cette année-là, 645 en 2021, 738 en 2022, 759 en 2023, et 764 en 2024. Et ces chiffres sont sans doute largement sous-estimés. Ils ne concernent que les salariés du privé, pas ceux du secteur public, ni les agriculteurs et travailleurs indépendants. Ce n'est pas le travail en lui-même qui tue, mais l'exploitation capitaliste.

